

**Bruno de Monvallier**

Directeur régional  
de Réseau ferré  
de France



## 1 Certains ont pu craindre un démantèlement de la voie ferrée Blaye/Saint-Mariens. Qu'en est-il exactement ?

Il n'y a aucun projet de démantèlement de cette voie ferrée. La confusion est sans doute venue d'une consultation que nous avons menée, avec les Conseils régionaux, à propos du projet de barèmes de péages. Et ce tronçon de voie étant inexploité, il disparaissait de nos barèmes. Mais j'insiste, il n'y a aucun projet de démantèlement.

## 2 Cette voie est inexploitée pour les voyageurs depuis 1954, et pour le fret depuis 1995. Peut-elle resservir ?

Dans le cadre du projet de LGV Sud-Europe/Atlantique, les groupements mis en concurrence remettront leurs offres dans un an. Il n'est pas impossible que le futur concessionnaire des travaux pour la LGV intègre cette donnée dans son projet. On se demande en effet si l'on ne pourrait pas utiliser cette voie pour les besoins logistiques du chantier à venir. Mais tout ceci est lié à des décisions à prendre par le futur concessionnaire. Chaque concurrent va étudier la question.

## 3 Quelle est la position de RFF sur le principe ?

Un tour de table a rassemblé l'État, la Région, le Département, RFF et les collectivités locales. Le montant des travaux a été évalué à 35 millions d'euros pour rénover cette infrastructure. Les statuts de RFF nous empêchant de programmer des travaux ayant un impact négatif sur nos comptes, nous n'avons pas pu donner suite. À l'époque, les simulations de fréquentation tablaient sur vingt voyageurs par rame. Si la donne évoluait, et si l'intérêt logistique de cette voie était retenu, cela changerait les perspectives, et pourrait faire l'objet de nouvelles études.

Propos recueillis  
par Sylvain Viaut



# Un accord pas à pas



Philippe Meynard PHOTO T. DAVID



Nicolas Florian PHOTO G. BONNAUD



Yoan Taris PHOTO A. S. K.

Année Marie Siméon

« On a fait un geste très fort sur Bordeaux. Ce sera, si l'accord global est conclu, la seule métropole régionale sans liste autonome du Modem », explique Yoan Taris, secrétaire général du parti centriste. L'affaire semble entendue. Même Véronique Fayet, approchée également par Alain Rousset, ne cache plus sa préférence. Question de projet. Question d'état d'esprit aussi, si l'on en croit le président départemental Didier Cazabonne : « Il s'agit de dépasser les clivages politiques. Les tentatives de débauchage individuel ne sont plus possibles. Surtout lorsque le PS présente, sans discuter, un candidat à Talence face à un maire sortant du Modem. »

Pas question en revanche de parler d'allégeance vis-à-vis du « grand frère » historique. Ces temps-là sont révolus. La quête d'indépendance, jusqu'à l'autonomie si nécessaire, des centristes pousse l'UMP à réduire des prétentions que la victoire de Nicolas Sarkozy aurait pourtant pu conforter. La défaite cuisante d'Alain Juppé sur Bordeaux a sonné l'heure d'une nouvelle réalité, d'un autre équilibre des forces. Dont Bordeaux n'est que le centre de gravité. Valant bien quelques contreparties dont devrait profiter, entre autres, Jacques Mangon à Saint-Médard-en-Jalles.

Ville par ville, Communauté d'agglomération par communauté de communes, canton par canton, aucune situation n'échappe au tamis des négociations menées

depuis des semaines et abouties à « 85 % ». Un comité d'audition a été constitué pour entendre tous les candidats à la candidature. Y compris ceux du Nouveau centre, notamment à Mérignac, Eysines ou Bègles, avec lesquels seul l'UMP négocie, le Modem refusant officiellement d'entendre parler de ceux qu'ils qualifient de « faux frères ».

## Les négociations sont abouties à « 85 % »

L'accord n'exclut pas, selon Didier Cazabonne, des primaires au premier tour, « s'il y a deux bons candidats ». Rien n'est arrêté, mais cela pourrait notamment être le cas au Haillan et à Parempuyre.

**En balance.** Seuls les maires sortants sont épargnés, étant réinvestis d'office. Une chance que n'ont pas forcément les conseillers généraux sortants.

Là encore, l'accord est quasi bouclé et il ne resterait qu'une poignée des 32 cantons renouvelables en balance. « Cela ne coince pas, mais on discute afin d'opter pour la meilleure stratégie », lâche Philippe Meynard, bien parti lui-même, en cas d'accord global, pour bénéficier de l'investiture de l'UMP sur le canton de Podensac.

Le Modem plaide encore pour le canton de Lesparre avec Alain Geneste comme candidat. Les cantons de Pessac et de Mérignac seraient eux aussi discutés, même s'ils ne peuvent constituer de casus

belli tant ils sont ancrés à gauche.

Plus intéressant à suivre est le 5<sup>e</sup> canton de Bordeaux. Détenu par l'UMP Jean-Marc Gaüzère, par ailleurs adjoint au maire, il est envié par les centristes qui lanceraient bien le jeune Fabien Robert. Au nom du non-cumul des mandats auquel semble souscrire Alain Juppé, tout du moins pour ses futurs adjoints. Au vu aussi des bons résultats de Ségolène Royal et de Michèle Delaunay laissant craindre un basculement du canton si rien de nouveau n'est tenté.

**Calendrier.** Le Modem y verrait en tout cas « un signal et un symbole forts » d'une nouvelle ère politique où les centristes ne joueraient plus « les bouche-tous ».

En attendant ils imposent leur rythme, leur calendrier, leurs projets municipaux, mais également le prix de « l'accord global » indispensable au parti de droite pour espérer la victoire, ou tout du moins le maintien de ses positions.

La nouvelle réunion prévue demain jeudi risque, une fois de plus, de ne pas être la dernière, et ce malgré une unanimité soulignant « l'envie et la volonté d'y arriver » ; mieux « une réelle loyauté de part et d'autre ».

« On devrait aboutir début décembre », escompte Nicolas Florian, secrétaire départemental de l'UMP. Au Modem, les plus optimistes parlent du 6 décembre, le président départemental Didier Cazabonne préférant quant à lui annoncer que « tout sera calé le 16, pour la venue de François Bayrou ». Tout, sauf la composition des listes qui fera l'objet de négociations ultérieures...